

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Marché de service

Accord-cadre relatif au développement d'un outil d'aide à la reconnaissance des espèces observées en halieutique

N° 241000271

PROCEDURE :

Appel d'offre ouvert conformément aux articles L. 2124-2 et R. 2124-1 du Code de la commande publique

POUVOIR ADJUDICATEUR :

IFREMER
Zone industrielle de la Pointe du Diable
1625 route de Sainte-Anne
29280 Plouzané

CCAG APPLICABLE : TIC (cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication- Arrêté du 30 mars 2021)

Table des matières

1. Objet du marché – Dispositions générales	5
1.1. Objet du marché	5
1.2. Cotraitance.....	5
1.3. Sous-traitance.....	5
2. PIECES CONTRACTUELLES.....	6
3. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION	7
4. DECOMPOSITION DU MARCHE.....	7
4.1. Désignation des prestations	7
4.2. Définition générique de l'unité d'œuvre.....	7
4.3. Bons de commande.....	8
4.1.1. Passation des Bons de commande – généralité	8
4.1.2. Contenu des Bons de commande	8
4.1.3. Passation des Bons de commande et évaluation des unités d'œuvre ...	9
5. OBLIGATION DE RESULTAT	9
6. PRIX DU MARCHE	10
6.1. Contenu des prix	10
6.2. Type de prix	10
6.3. Date d'établissement des prix	10
6.4. Variation dans les prix.....	10
6.4.1. Formule de révision de prix	10
6.4.2. Modalité de mise en œuvre de la formule de révision des prix	11
6.4.3. Clause butoir	11
7. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS.....	11
7.1. Avance.....	11
7.2. Acompte	12
7.3. Délai global de paiement.....	12
7.4. Présentation des bons de commande.....	12
7.5. Présentation des demandes de paiement.....	13
8. SUIVI DU MARCHE.....	14
8.1. Représentant du titulaire.....	14
8.2. Modification de l'équipe projet	14
8.3. Représentant Ifremer.....	14

8.4.	Ordre de service	14
8.5.	Réunions	15
9.	MODALITES D'EXECUTION	15
9.1.	Lieu d'exécution des prestations	15
9.2.	Documentation établie par le titulaire	15
9.3.	Confidentialité.....	15
10.	PENALITE.....	16
10.1.	Pénalités de retard.....	16
10.2.	Autres pénalités.....	16
11.	CLAUSE DE REEXAMEN.....	17
11.1.	Modification de la clause butoir	17
11.2.	Ajout d'unité d'œuvre au bordereau des prix unitaires	17
11.3.	Modification des délais d'exécution.....	18
12.	VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION	18
13.	GARANTIE.....	19
14.	PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	19
14.1.	Connaissance antérieure et savoir-faire du titulaire	20
12.1.1.	Régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards.....	20
12.1.2.	Stipulations spécifiques aux connaissances antérieures et connaissances antérieures standards.....	21
14.2.	Résultats	22
14.3.	Garantie des droits	22
15.	MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHES.....	23
15.1.	Avenant modificatif	23
15.2.	Marché de prestations similaire	23
15.3.	L'avenant de transfert	24
16.	MARCHE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE	24
17.	RESILIATION.....	24
18.	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE.....	24
19.	ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS	24
20.	REGLEMENT DES LITIGES	25

21.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	25
------------	--	-----------

1. Objet du marché – Dispositions générales

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet le développement d'un outil d'aide à la reconnaissance des espèces observées en halieutique.

Les caractéristiques de la prestation sont détaillées dans le CCTP.

1.2. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la Commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quel que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

1.3. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C. Dans les conditions susvisées, le sous-traitant sera payé directement par l'Ifremer ou par EDF.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article L2193-5 du code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG/TIC.

Les pièces suivantes doivent être présentées au titre de toute déclaration de sous-traitance :

- Déclaration de sous-traitance (formulaire DC4, disponible ci-joint)
- Déclaration de candidature relatif à la capacité économique, financière et technique du sous-traitant (formulaire DC2, disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>). Cette déclaration doit notamment comporter les éléments suivants :
 - chiffre d'affaires global sur les trois derniers exercices disponibles et la part du chiffre d'affaires concernant les prestations du même type que l'objet du marché,
 - les moyens généraux de l'entreprise en personnel,
 - une liste de références similaires des prestations réalisées au cours des trois dernières années, indiquant notamment le montant, la date ainsi que l'identité de la personne publique ou privée pour le compte de laquelle les prestations ont été réalisées ;
- Déclaration sur l'honneur ;
- Extrait Kbis de moins de trois (3) mois ou équivalent :

- Attestation de régularité fiscale en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestation de régularité sociale en cours de validité (daté de moins de 6 mois);
- Attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité ;
- Liste des salariés étrangers soumis à autorisation (articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail). Le sous-traitant fournit une liste indiquant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre valant autorisation de travail ;
- Justificatif de l'habilitation du signataire à engager la société.

En cas de sous-traitance occulte le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

2. PIÈCES CONTRACTUELLES

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de technique de l'information et de la communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG/TIC)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Le mémoire technique du titulaire.

Le CCAG/TIC est une pièce générale qui bien que non jointe est une pièce constitutive du marché, elle est réputée connue du titulaire du marché. Elle est disponible à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/TIC la notification du marché comprend la seule copie de l'acte d'engagement. L'exemplaire de chacune de ces pièces, conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seul foi.

Le titulaire est réputé connaître l'ensemble des pièces contractuelles et accepte l'ensemble de leurs clauses et conditions, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles de ventes.

3. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de 48 mois.

Les délais d'exécution sont indiqués à l'acte d'engagement.

4. DECOMPOSITION DU MARCHE

4.1. Désignation des prestations

Poste N°20 : Application web. Le poste comprend les prestations suivantes :

- Développement du module accueillant la base de données images et métadonnées (art. 2.1. CCTP),
- Développement du module de calcul qui héberge et met en œuvre le modèle d'IA (art. 2.1. CCTP),
- Développement du module d'interface Homme-machine (art. 2.1. CCTP),
- Fourniture des codes sources,
- La documentation technique et les guides d'utilisation (français, anglais, espagnol, portugais).

Poste N°30 : Application mobile. Le poste comprend les prestations suivantes :

- Développement de l'application mobile (art. 2.1.2 CCTP),
- Fourniture des codes sources,
- La documentation technique et les guides d'utilisation (français, anglais, espagnol, portugais).

Poste N°40 à 70 : Unités d'œuvres

4.2. Définition générique de l'unité d'œuvre

Une unité d'œuvre est un élément unitaire qui est multiplié en fonction de la tâche à réaliser, de son volume et de sa complexité. Elle correspond à un délai d'exécution de la prestation d'une journée pour une tâche à effectuer, comprenant la réalisation, le pilotage et l'administration de la prestation.

Toute unité d'œuvre se définit par rapport aux éléments suivants :

- Une opération technique élémentaire (OTE),
- La fourniture d'un livrable ou produit résultant d'un processus de production,
- Un délai standard de réalisation fixé à un jour par unité d'œuvre,
- La vérification de la satisfaction des exigences
- Un prix unitaire « global » correspondant à la réalisation d'une unité d'œuvre

Le délai standard de réalisation d'une unité d'œuvre est fixé à **1 jour d'exécution**.

Celle-ci doit aussi tenir compte des compétences et du niveau des personnes composant l'équipe projet. Ceci permet de définir des coefficients de charges globaux qui sont appliqués à l'ensemble des développements.

Les unités d'œuvre se déclinent en plusieurs types d'opérations techniques élémentaires (OTE) définies ci-après :

Unités d'œuvre		
Code	nom	libellé
OTE 1	Spécification	Rédaction de spécifications techniques détaillées d'une nouvelle fonctionnalité de l'application informatique
OTE2	Développement	Développement spécifique d'une nouvelle fonctionnalité de l'application informatique
OTE3	Test	Tests de bout en bout (unitaires, validation, intégration, non régression et performance) des fonctionnalités de l'application informatique
OTE4	Résolution anomalie	Diagnostic et résolution de dysfonctionnements de l'application informatique

Le contenu détaillé des opérations techniques élémentaires (OTE) est défini à l'article 6.3 du CCTP.

4.3. Bons de commande

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles L2125-1 et R2162-2 du Code de la Commande Publique et dans le cadre défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

4.1.1. Passation des Bons de commande – généralité

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/TIC, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG/TIC, si le démarrage du premier bon de commande intervient dans un délai de plus de 6 mois à compter de la notification du marché, le titulaire doit exécuter le bon de commande et les dispositions relatives à la résiliation prévues à cet article ne s'applique pas.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché. Les commandes émises avant le dernier jour de validité du marché sont menées à leur terme et continuent de produire leur effet au-delà de la période de validité de l'accord-cadre.

L'Ifremer ne s'engage sur aucun rythme de passation des bons de commandes.

4.1.2. Contenu des Bons de commande

Le pouvoir adjudicateur peut commander les différents postes indiqués au Bordereau des prix unitaire (BPU).

4.1.3. Passation des Bons de commande et évaluation des unités d'œuvre

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par courrier ou courriel avec demande d'accusé de réception expresse par la même voie. Les bons de commande sont renvoyés signés à l'Ifremer par le titulaire. Aucune quantité minimale ou maximale ne peut être imposée par le titulaire.

Modalités spécifiques aux unités d'œuvre – Poste n°40 à 70 :

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant, commande au fur et à mesure des besoins les unités d'œuvre nécessaires à la réalisation des prestations.

Le processus de déclenchement des UO et des bons de commande est le suivant :

- Etape 1 : Chaque demande de l'Ifremer fait l'objet d'une fiche de demande de travaux détaillée qui décrit la prestation demandée. La demande mentionne les livrables à remettre (logiciel, documentation...)
- Etape 2 : sur la base de ce descriptif, le titulaire propose l'OTE nécessaire à la réalisation de la prestation. Pour chacune de ces OTE, le titulaire soumet au pouvoir adjudicateur :

*les quantités d'UO,

*le délai global de réalisation.

L'émission du bon de commande vaut acceptation du pouvoir adjudicateur.

Chaque bon de commande indiquera :

- La raison sociale du titulaire,
- Le numéro et l'objet du marché,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- L'objet de la prestation,
- Les modalités particulières d'intervention le cas échéant,
- Le délai d'exécution du bon de commande
- La nature, les quantités et les prix unitaires du BPU,
- Le montant total HT et TTC,
- Les livrables attendus le cas échéant.

5. OBLIGATION DE RESULTAT

Le Titulaire s'engage à une obligation de résultat et assure la pleine et entière responsabilité de la conformité des prestations objet du marché.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur de sa mission. Il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de

description ou de données ou d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission les prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement. A ce titre, il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires, de mobiliser toutes les ressources requises pour accomplir le présent marché et de demander au Pouvoir Adjudicateur toutes les informations dont il a besoin pour satisfaire à l'obligation de résultat qui lui incombe.

Le Titulaire s'engage à affecter à l'exécution du marché des intervenants en nombre suffisant et disposant des compétences nécessaires pour que les objectifs contractuels soient atteints et les délais contractuels respectés.

6. PRIX DU MARCHÉ

6.1. Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG, Les prix forfaitaire et des unités d'œuvres du marché sont réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution du marché et aux exigences du CCTP.

Les prix comprennent les éléments suivants :

- La main d'œuvre,
- Les coûts de coordination de la prestation (pilotage et suivi des projets par le prestataire, rédaction des livrables...),
- Le cas échéant les réunions ;
- Tous les frais annexes,

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

6.2. Type de prix

Les prix du marché définis au BPU sont : unitaires et forfaitaires.

6.3. Date d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres.

6.4. Variation dans les prix

6.4.1. Formule de révision de prix

Le prix des postes N°20 et N°30 sont fermes.

Les prix des unités d'œuvre, poste N°40 à 70 sont révisables à chaque date anniversaire du marché, selon la formule suivante :

$$P = Po \text{ (Indice1VR/Indice1V0)}$$

Dans laquelle :

P = prix révisé HT

Po = prix initial en valeur mois de remise des offres

Indice VR = dernière valeur publié à la date de la révision de prix.

Indice V0 : valeur de l'indice paru le mois de remises des offres.

L'indice 1 = indice SYNTEC – indice disponible à l'adresse suivante :
<https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>

6.4.2. Modalité de mise en œuvre de la formule de révision des prix

Le titulaire adresse par courriel (cellule.marche@ifremer.fr) **au minimum 21 jours avant la date de la révision de prix (soit la date anniversaire du marché)**, le détail des prix révisés. Le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de la révision ainsi que les nouveaux tarifs en résultant. L'Ifremer dispose d'un délai de 21 jours à compter de la réception des nouveaux prix pour faire connaître ses observations sur ceux-ci. Les nouveaux prix entrent en vigueur après notification, par ordre de service, du Bordereau des prix unitaire révisé (BPU) au titulaire.

Les nouveaux prix s'appliquent aux prestations commandées postérieurement à la date de notification de l'ordre de service établissant les prix révisés.

Pour la révision, seront appliqué les derniers indices connus et publiés à la date révision, soit la date anniversaire du marché. Si à la date de la révision, le dernier indice est provisoire, la révision est calculée de manière définitive sur la base de cette valeur provisoire.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les prix révisés sont arrondis à deux décimales en application de la règle suivante : si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4, la deuxième décimale est inchangée, si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9, la deuxième décimale est augmentée d'une unité

En cas de suppression d'un indice et à défaut de détermination par l'Insee d'un indice de substitution, le pouvoir adjudicateur, avec l'accord du titulaire, déterminera un nouvel indice. La modification est conclue par avenant.

6.4.3. Clause butoir

La révision annuelle ne pourra pas avoir pour effet une augmentation supérieure de plus de 3% du prix en vigueur pour chaque unité d'œuvre. Le présent plafond s'apprécie par année de révision et pour chaque prix d'unité d'œuvre indiqué au Bordereau de prix unitaire (BPU).

7. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS

7.1. Avance

L'avance est versée pour chaque bon de commande remplissant les conditions fixées à l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique. Le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant du bon de commande considéré. Cette avance est calculée sur la base du montant

du bon de commande diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieux à paiement direct.

Si le titulaire en a fait la demande dans l'acte d'engagement l'avance est versée de droit dans les 30 jours suivants la date de notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde. Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

7.2. Acompte

Les modalités de paiement ci-dessous s'applique aux poste N°20, 30, 40, 50, 60 et 70.

Le titulaire peut prétendre au paiement d'acompte mensuel à partir de la date de notification du premier bon de commande. Le montant de l'acompte doit correspondre au montant des prestations réellement exécutées. Pour cela, le titulaire justifie par écrit de l'avancement des prestations.

Si le pouvoir adjudicateur ou son représentant constate que la demande d'acompte ne correspond pas à l'avancement réel des prestations l'acompte est soit réduit soit suspendu jusqu'à la réalisation des prestations correspondant à l'acompte.

Si le versement d'un acompte est lié à la fourniture d'un livrable, l'absence du livrable suspend le versement de l'acompte. Si le livrable n'est pas conforme aux éléments demandés dans les spécifications jointes au bon de commande ou au bon de commande lui-même, le montant de l'acompte peut être réduit voir suspendu par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Le Titulaire peut dans tous les cas regrouper la facturation afférente à plusieurs bons de commandes en spécifiant et détaillant précisément dans la facture, le montant de chaque prestation ayant fait l'objet d'une commande et, s'il y a lieu, celui de l'acompte considéré d'un bon de commande pour le cas des prestations à durée supérieure à trois mois.

De même pour les commandes d'une durée d'exécution supérieure à trois mois, le Titulaire pourra présenter, s'il le souhaite, une facture unique après service fait.

7.3. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture sur CHORUS par virement au numéro de compte du Titulaire sous réserve de livraison de l'ensemble des livrables et de levée de toutes les réserves. Si le délai de règlement par le Pouvoir Adjudicateur d'une facture du Titulaire devenue exigible est supérieur à trente (30) jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

7.4. Présentation des bons de commande

Chaque bon de commande indiquera :

- La raison sociale du titulaire,
- Le numéro et l'objet du marché,

- Le numéro et la date du bon de commande,
- L'objet de la prestation,
- Les modalités particulières d'intervention le cas échéant,
- Le délai d'exécution du bon de commande
- La nature, les quantités et les prix unitaires du BPU,
- Le montant total HT et TTC,
- Les livrables attendus le cas échéant.

7.5. Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation des demandes de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.5 du CCAG/TIC.

Le règlement du Titulaire intervient sur la base des prestations effectivement réalisées et prendra en compte le cas échéant les pénalités prévues à l'article 9 du présent document.

Le cas échéant, les factures afférentes au paiement des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde sont obligatoirement établies en mentionnant les prix initiaux du marché et les prix révisés du marché. Les prix initiaux sont les prix en vigueur à la notification du marché. Les prix révisés sont les prix établis après application de la formule de révision mentionnée à l'article 6.4.1 ci-avant.

Les factures afférentes au paiement des acomptes, règlements partiels définitifs ou du solde seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

DENOMINATION
Libellé au nom de l'Ifremer
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET ou CIF
N° TVA intracommunautaire
N°IBAN
N° Facture
N° Commande (SAP)
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné sera suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à l'une des adresses suivantes :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

NOM : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE_DOM

8. SUIVI DU MARCHÉ

8.1. Représentant du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché. Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur unique.

Plus généralement le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

8.2. Modification de l'équipe projet

Le titulaire est tenu de notifier dans un délai de 2 jours ouvrables au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment au chef de projet et à l'équipe projet. En cas de changement d'un membre de l'équipe projet et/ou du chef projet, le titulaire s'engage à remplacer ces personnels à minimum à compétences et niveaux d'expériences égales.

En cas d'absence de communication d'un changement dans l'équipe de projet à l'Ifremer, le titulaire s'expose à une pénalité prévue à l'article 9.2 du CCAP.

8.3. Représentant Ifremer

Dès la notification du marché, l'Ifremer désigne le ou les correspondants du marché pour la phase exécution.

8.4. Ordre de service

Les ordres de service sont notifiés au titulaire par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/TIC, lorsque le titulaire veut émettre des observations à l'ordre de service qui lui a été notifié, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service sous peine de forclusion. A défaut d'observation dans le délai indiqué, les prescriptions du bon de commande sont réputées

8.5. Réunions

Le Titulaire s'engage à participer et/ou organiser les réunions d'exécution, notamment les réunions suivantes :

- Réunion de lancement - Poste 1 et 2,
- Réunion toutes les deux semaines – Poste 1 et 2

La fréquence des réunions est fixée par l'Ifremer.

Ces réunions se dérouleront sur le site du Pouvoir Adjudicateur, dans les locaux du Titulaire ou en visioconférence en présence des représentants désignés des Parties.

Des réunions de suivi technique supplémentaire pourront être organisées entre l'Ifremer et le titulaire. Ces réunions ne pourront pas faire l'objet de facturations supplémentaires à l'Ifremer.

9. MODALITES D'EXECUTION

9.1. Lieu d'exécution des prestations

Les prestations seront réalisées dans les locaux du titulaire.

9.2. Documentation établie par le titulaire

Le Titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation, rédigée en français, anglais, espagnol et portugais, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures/matériels livrés et à leur entretien courant.

La transmission de la documentation conditionne la bonne réception des prestations.

Le Titulaire s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

En cas de retard les pénalités de l'article 9 ci-dessus s'appliquent.

9.3. Confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître le contenu. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance d'une Partie.

Le cas échéant, le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

10. PENALITE

Les pénalités ci-dessous peuvent être appliquées, sur les acomptes et les règlements définitifs versés au Titulaire tout au long du marché. Les taxes ne s'appliquent pas sur les pénalités.

En toutes circonstance, l'Ifremer se réserve le droit d'appliquer ou de ne pas appliquer les pénalités ci-dessous.

10.1.Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/TIC les pénalités de retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour ou le délai contractuel d'exécution est expiré.

Les pénalités s'appliquent en cas de retard par rapport aux délais indiqués à l'acte d'engagement ou aux délais d'exécution du bon de commande (prestation sur la base unité d'œuvre).

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/TIC, le montant de la pénalité par jour calendaire de retard est calculé comme suit :

$$P = V \cdot R / 750$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité à savoir le montant du bon de commande correspondant ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

Par dérogation à l'article 14.1 .3 du CCAG/TIC, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000€ pour chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/TIC, le montant total des pénalités de retard ne peut pas excéder 20% du montant total hors taxe du bon de commande considéré.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

10.2.Autres pénalités

En toutes circonstance, l'Ifremer se réserve le droit d'appliquer ou de ne pas appliquer les pénalités ci-dessous.

N°	Pénalités	Occurrence	Valeur HT	Précision
1	Absence aux réunions	Forfaitaire	75,00€	Applicable de plein droit suite à la constatation de l'absence. Une absence est constatée à compter de 20 minute de retard à une réunion.

2	Non-respect du délai maximal de levée de réserve	Journalière	Formule de calcul	Pénalité = (montant du bon de commande en € HT / 100) x nombre de jour calendaire de retard Pénalité applicable par jour ouvré de retard et par réserve non levée.
3	Non-respect de l'obligation de communiquer les modifications relatives aux chefs d'équipes ou à l'équipe projet	Forfaitaire	150€	Applicable en cas de non-respect du délai de transmission indiqué à l'article 7.2 du CCAP.

11. CLAUSE DE REEXAMEN

Les parties envisage de bonne foi la modification du présent contrat.

En toutes hypothèses, les éventuelles modifications ne doivent ni changer la nature globale du contrat, ni modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentés par le Titulaire lors de la mise en concurrence.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir du refus du pouvoir adjudicateur de mettre en œuvre les clauses de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou contester les conditions d'exécution du présent contrat.

11.1.Modification de la clause butoir

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, les modifications suivantes sont autorisées :

- La suppression ou modification ponctuelle ou définitive du plafond fixé par la clause butoir

Le réexamen est déclenché par la survenance d'un évènement imprévue au sens de l'article R. 2194-5 du code de la commande publique. Le titulaire signale à l'acheteur, par tout moyen permettant de déterminer avec précision une date de réception, les difficultés financières justifiant la modification visée au premier alinéa. Le titulaire produira tous les justificatifs nécessaires à sa demande.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'Ifremer mais est initié par le seul Titulaire.

Les modifications sont autorisées d'un commun accord entre les parties et conclu par avenant.

11.2. Ajout d'unité d'œuvre au bordereau des prix unitaires

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, la modification suivante est autorisée :

- L'ajout de prix d'unité d'œuvre au Bordereau des prix unitaires (BPU).

D'un commun accord, les parties peuvent ajouter des unités d'œuvres au bordereau de prix initiale. Le titulaire fournit un devis indiquant le prix unitaire de l'unité d'œuvre. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours pour formuler ses observations. En cas d'acceptation, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire, par ordre de service, le Bordereau des prix unitaires modifié au titulaire. Le cas échéant, les prix ajoutés sont révisables selon les conditions précisées à l'article 6.4 du présent CCAP.

Les parties pourront organiser des réunions afin d'examiner conjointement les modifications envisagées.

11.3.Modification des délais d'exécution

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, la modification suivante est autorisée :

- La modification des délais d'exécution indiqués par un bon de commande.

En cas de survenance de difficulté rendant impossible le respect des délais d'exécution, le titulaire pourra adresser une demande de modification des délais d'exécution. Le titulaire signale à l'acheteur, par tout moyen permettant de déterminer avec précision une date de réception, les causes faisant obstacles au respect des délais contractuels. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. A cette occasion, il indique la prolongation sollicitée. Les parties pourront organiser une réunion afin d'examiner conjointement la situation. A la suite de la réception de cette demande, l'acheteur notifie sa décision dans les meilleurs délais.

S'il entend faire droit à tout ou partie de la demande, la prolongation sera notifiée par ordre de service au titulaire. Le ou les délais prolongés remplacent les délais indiqués par le ou les bons de commande correspondants ou par le CCTP.

En cas de refus de faire droit à cette demande, la décision du pouvoir adjudicateur s'impose au titulaire qui devra se conformer aux délais fixés par le ou les bons de commandes correspondants, sans pouvoir prétendre à une modération ou une annulation des pénalités applicables.

L'Ifremer se réserve le droit de prolonger les délais d'exécution par ordre de service. Au préalable, les parties pourront examiner conjointement la prolongation nécessaire à la bonne exécution des prestations.

12. VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'Ifremer de vérifier que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées et a effectué les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Pour chaque bon de commande, le pouvoir adjudicateur ou son représentant procède notamment à la vérification d'aptitude (VA) et à la vérification de service régulier (VSR).

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG/TIC, l'Ifremer n'est pas dans l'obligation d'informer le titulaire des jours et heures fixés pour la vérification. L'Ifremer décide de la présence ou de l'absence du titulaire aux opérations de vérification.

Par dérogation à l'article 34.1, l'admission tacite des prestations n'est pas applicable.

A l'issue des opérations de vérification le pouvoir adjudicateur prononce dans les conditions définies à l'article 33 du CCAG/TIC :

- Soit une décision d'admission des prestations,
- Soit une décision d'ajournement des prestations ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision d'admission avec réfaction ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision de rejet partiel ou total des prestations ; cette décision doit être motivée.

A l'issue des opérations de vérification, l'Ifremer peut émettre des réserves. L'Ifremer notifie sa décision au titulaire et indique le délai de levée des réserves. En l'absence de reprise ou de reprise partielle des prestations au terme de ce délai, le titulaire s'expose aux pénalités prévues à l'article 9.2 du CCAP.

13. GARANTIE

L'article 36 du CCAG/TIC s'applique.

14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'article 13 du CCAP complète le chapitre 7 du CCAG/TIC.

Au sens du présent chapitre,

- les **Résultats** désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens. Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché ;
- Les **connaissances antérieures** désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux Résultats et/ ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'Acheteur dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'Acheteur, au Titulaire ou à des Tiers, ou qui leurs sont concédés en

licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens ;

- Les **connaissances antérieures standards** désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard.

Les Parties listent et identifient les Connaissances Antérieures et Connaissances Antérieures standards utilisés dans le cadre du marché dans les conditions détaillées ci-dessous.

14.1. Connaissance antérieure et savoir-faire du titulaire

12.1.1. Régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards.

L'acheteur et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Le titulaire précise l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards par l'acheteur. Pour les connaissances antérieures standards, il précise en outre :

- les informations relatives au donneur de licence ;
- les conditions de la licence ;
- pour les connaissances antérieures standards logicielles sous licence propriétaire, les conditions de maintenance corrective, adaptative et évolutive ;
- pour les logiciels standards sous licence propriétaire qui seraient difficilement remplaçables, les mesures le cas échéant mises en place pour préserver les droits de l'acheteur (séquestre des codes sources par exemple).

A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un

résultat. Dans cette hypothèse, le titulaire peut choisir de remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le cadre du marché.

12.1.2. Stipulations spécifiques aux connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

- Connaissances antérieures (hors standards) du titulaire, de tiers et de l'acheteur

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise l'acheteur à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats.

L'acheteur n'est pas autorisé à utiliser les connaissances antérieures indépendamment de l'utilisation des résultats, sauf si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG/TIC, pour les logiciels, le droit de pouvoir les rétrocéder à tout tiers et de pouvoir les diffuser sous licence libre est prévu au bénéfice de l'acheteur pour les connaissances antérieures, dès lors qu'elles sont intégrées aux résultats ou si leur utilisation est indispensable à l'utilisation normale des résultats.

Dans l'hypothèse où une cession à titre exclusif des résultats au profit de l'acheteur est prévue dans le marché, l'exclusivité ne concerne pas les connaissances antérieures, sauf stipulations expresses dans les documents du marché.

L'autorisation d'utiliser les connaissances antérieures est comprise dans le prix du marché.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'acheteur, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du marché qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures de l'acheteur que dans le cadre de l'exécution du marché et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures.

- Connaissances antérieures standards

Si le titulaire envisage au cours de l'exécution du marché d'utiliser une connaissance antérieure standard non listée dans son offre, il doit obtenir l'accord préalable de l'acheteur. Les droits d'utilisation sur les connaissances antérieures standards s'appliquent dans les conditions de leur licence, telle qu'acceptée par l'acheteur.

Le prix de cette licence est compris dans le montant du marché pour les utilisations prévues dans le cadre du marché et pour la durée du marché.

14.2. Résultats

Les résultats sont la propriété du Titulaire dans les conditions ci-après.

Finalités et besoins d'utilisation des Résultats

Le Titulaire accorde au titre du présent article à l'Acheteur, ainsi qu'aux tiers les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour tous besoins et finalités d'utilisation.

Ces droits d'utilisation comprennent :

- Le droit d'utilisation, sans restriction quant aux domaines d'application, étant ci-après précisé que cela comporte a) la reproduction permanente ou provisoire en tout ou partie par tout moyen et sous toute forme, b) le chargement, l'affichage, l'exécution, ou le stockage sur tout support et c) la possibilité d'en observer, d'en étudier, ou d'en tester le fonctionnement afin de déterminer les idées et principes qui sont à la base; et ceci, lorsque l'utilisateur effectue toute opération de chargement, d'affichage, d'exécution, de transmission ou de stockage du résultats qu'il est en droit d'effectuer en vertu de la licence ;
- Le droit de modification : droit de traduire, d'adapter, d'arranger ou d'apporter toute autre modification au résultat et le droit de reproduction en résultant. Il comprend en particulier le droit de créer des perfectionnements. L'Acheteur et les tiers sont autorisés à apporter toute modification au résultat sous réserve de mentionner, de façon explicite, le Titulaire tant qu'auteur de cette modification et la date de création de celle-ci.
- d'accès au code source des Logiciels ;
- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout Tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'Acheteur de pouvoir utiliser les Résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous Résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout Tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- transférer les droits sur les Résultats à tout Tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'Acheteur.

Pour les Résultats qui sont des logiciels, les besoins d'utilisation comprennent en outre, la possibilité de rétrocéder tout droit à tout Tiers à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que soit, ainsi que la possibilité de pouvoir les diffuser sous une licence libre/ open source.

Le régime de confidentialité des Résultats est défini le cas échéant dans les documents particuliers du marché.

14.3. Garantie des droits

Le présent article complète l'article 46.4.2 du CCAG/TIC.

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non.

Le Titulaire garantit l'Ifremer contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle des matériels, des logiciels, applications, documentations fournis au titre du marché. Si l'Ifremer est saisi de revendications de tiers, ou est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations entrant dans l'objet du présent marché, le Titulaire - sans préjudice des sanctions encourues - doit prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser.

Le Titulaire du marché garantit qu'il s'engage à son choix, (i) à modifier ou de remplacer les éléments objets du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, (ii) à faire en sorte que le pouvoir adjudicateur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au pouvoir adjudicateur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire du marché prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché. L'Ifremer, s'il fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle ou industrielle portant sur un des éléments des prestations, s'engage pour sa part à :

- 1) Aviser le Titulaire, dans un délai de 8 jours, de l'assignation qu'il aurait reçue ;
- 2) L'appeler en cause en qualité de garant et à souffrir qu'il soulève les moyens utiles à sa défense, sans que cette procédure puisse être alléguée par le Titulaire pour des délais supplémentaires d'exécution, ou des demandes de paiement supplémentaire ;
- 3) Accepter qu'il négocie, si bon lui semble, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge de l'IFREMER, ni délai supplémentaire d'exécution des prestations.

15. MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHES

15.1.Avenant modificatif

Le marché peut être modifié par avenant dans les conditions prévues aux articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la commande publique, notamment si des services complémentaires sont devenus nécessaires.

15.2.Marché de prestations similaire

Conformément aux articles R2194-2 et R2194-3 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié dans la limite de 50 % du montant du marché initial avec le titulaire du marché initial, pour des prestations supplémentaires devenus nécessaires et qui ne figuraient pas dans le marché initial. Il faut en outre qu'un changement de titulaire :

- soit impossible pour des raisons économiques ou techniques
- et présente un inconvénient majeur ou risque d'entraîner une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

La modification prend alors la forme d'un marché complémentaire.

15.3.L'avenant de transfert

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

16. MARCHE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement dans les conditions suivantes :

- Pour la réalisation de prestations similaires. Sont considérées comme des prestations similaires toutes prestations qui se rapportent directement à l'objet du marché.
- La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat public initiale.
- La mise en concurrence du marché initiale doit avoir pris en compte le montant total envisagé.

17. RESILIATION

La résiliation pour faute du titulaire se fera aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le Pouvoir Adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

L'Ifremer se réserve le droit de résilier le marché en cas de rejet des prestations indiqué au poste N°20 : développement application web.

Le présent article complète l'article 50 du CCAG/TIC.

18. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE

En dehors du cas de la résiliation pour faute du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché et que le titulaire ne peut effectuer, quand la prestation, par nature ne peut souffrir aucun retard.

19. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS

Conformément à la réglementation issue du code du travail, le Titulaire fournit à l'IFREMER à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- Extrait Kbis de moins de trois (3) mois ou équivalent ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation (articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail). Le titulaire fournit une liste indiquant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre valant autorisation de travail ;
- Attestation de vigilance en cours de validité (datée de moins de 6 mois) ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité (datée de moins de 6 mois) ;
- Attestations d'assurances civile et professionnelle en cours de validité portant sur des garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Chaque cotraitant et/ou sous-traitant présenté dans l'offre devra également transmettre ces certificats et attestations.

20. REGLEMENT DES LITIGES

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'exécution du contrat, l'Ifremer et le titulaire pourront recourir à la conciliation par le biais du médiateur des entreprises conformément aux dispositions des articles R2197-23 et R2197-24 du Code de la Commande Publique. Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation. En cas de recours, le litige est porté devant le tribunal compétent.

21. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- * L'article 2 déroge à l'article 4.2.1 du CCAG/TIC
- * L'article 4.1.1 déroge aux articles 3.7.2 et 3.8.3 du CCAG/TIC
- * L'article 7.4 déroge à l'article 3.8.2 du CCAG/TIC
- * L'article 9.1 déroge aux articles 14.1 ; 14.1.1 ; 14.1.3 et 14.1.2 du CCAG/TIC
- * L'article 11 déroge à l'article 30.3 et 34.1 du CCAG/TIC
- * L'article 13 complète le chapitre 7 du CCAG/TIC
- * L'article 13.1.2 déroge à l'article 45.1 du CCAG/TIC

- * L'article 13.3 complète l'article 46.4.2 du CCAG/TIC
- * L'article 16 complète l'article 50 du CCAG/TIC